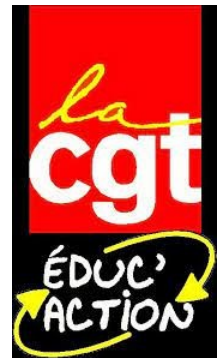




Déclaration préalable
CTSD 28.06.2021



Madame la directrice académique

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Suivant les principes de la stratégie du choc (décrite par Naomi Klein dans son livre éponyme), Jean-Michel Blanquer opère un basculement majeur et particulièrement rapide de l'École et de l'institution. Son objectif : instaurer une « logique » entrepreneuriale et managériale telle que la santé publique et l'Hôpital l'ont subie 15 années durant, avec les résultats dramatiques que l'on a pu toutes et tous observer ces derniers mois.

Sur le terrain, cette stratégie du choc se décline dans un rapport de force que l'on peut sans réserve nommer "stratégie du coup de pression".

Depuis plusieurs années, nous n'avons de cesse de dénoncer cet acharnement à démanteler et remodeler la carte des écoles en mettant sous pression les différents partenaires dans des discussions qui ne sont en réalité que des chantages à la fermeture.

On ne compte plus les fusions d'écoles qui aboutissent très rapidement à la fermeture mathématique de classes. Pour des collègues submergés de tâches et aux conditions de travail fortement dégradées, les fusions apparaissent comme un pansement immédiat (augmentation du temps de décharge, nouveau projet ...) et on ne peut leur reprocher de s'y soumettre, la tentation est grande et un petit cadeau les aide à passer le pas, chantage de non fermeture de classe fait à l'ensemble de la communauté éducative concernée.

Ces fusions, inutiles pédagogiquement, sont aussi un nouveau prétexte à un profilage des postes de direction au mépris du principe d'équité de traitement des fonctionnaires.

On sait bien que derrière cette politique de fusion forcée, la réforme du statut de directeur·rice se tient à l'affût. Nous ne répéterons jamais assez que la profession n'en veut pas, que la hiérarchie au sein des équipes est la dernière des choses attendue et souhaitable pour le fonctionnement apaisé et efficace des écoles.

En revanche, du temps de formation pour apprendre la gestion collective, du temps de concertation

pour faire vivre une école ré-humanisée, loin du réductionnisme à l'économétrie et à la statistique, ça, nous l'attendons toujours car il faut bien avoir des rêves pour ne pas sombrer.

Mais en ce mois de juin 2021, nos rêves sont devenus cauchemars .

La stratégie du coup de pression ministérielle se propage dans les directions académiques et montre toutes ses limites et le mépris pour les personnels qui ne sont plus que des pions que l'on déplace sur un échiquier, que l'on sacrifie pour sauver le Roi.

À l'école ferme des Valettes, on ferme en mars puis on ne ferme peut-être plus. À Sireuil, ils ont été gentils, ils ont accepté la fusion, alors finalement on avait fermé mais on va rouvrir une classe, au moins pour un an, après on verra. A Luxé, on avait fermé une classe histoire de leur tordre le bras et comme ça fait mal, ils ont promis de s'organiser en 2022. Bon, cette fois ils ont bien compris le message, on va leur laisser un poste pour une année.

A l'école Uderzo, en REP+, les informations arrivent tardivement et se contredisent, empêchant les collègues d'anticiper, ouvrant la porte à une gestion de la mobilité en parallèle, sans transparence ni respect du calendrier.

Mais de quoi parlons nous ? D'écoles, dans lesquelles chaque jour des enseignants et enseignantes ont pour mission d'instruire les enfants du village, du quartier, de la commune, les faire devenir élèves et futurs citoyens éclairés. Le SNUipp, au sein de la FSU réclame un Plan d'urgence pour l'Ecole afin que les décisions ne soient plus prises sous la contrainte budgétaire, afin que les stratégies comptables disparaissent au profit du respect humain....

Mais de qui se moque t-on? Des collègues évidemment. Celles et ceux qui perdent leur poste, qui ont participé de force au mouvement et qui voient leur classe ré-ouvrir en juin ou en septembre. Madame la Directrice Académique, cette gestion managériale faite au mépris des personnels, des élèves et de leurs familles est insupportable. Chaque année nous dénonçons les fermetures conditionnelles, épée de Damoclès sur les équipes, sur les parents, sur les élèves. Mais cette année, une limite a été franchie : utiliser l'arme des fermetures fermes lors des instances de mars pour obtenir des fusions et des réorganisations forcées. Les instances sont devenues un jeu de rôles aux arguments plus ou moins convaincants.

C'est pourquoi, en accord avec nos mandats pour lesquels nous avons été élus majoritairement par les enseignants du 1er degré du département, les élu.es FSU-CGT Educ'action s'abstiendront lors du vote tant les principes qui président cette carte scolaire sont en contradiction avec les valeurs que nous portons pour l'Ecole.

Nous vous remercions de votre attention.

